

**Convention collective**

IDCC : 8215. – **ENTREPRISES AGRICOLES DE DÉSHYDRATATION  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**

**(20 mars 1970)**

(Etendue par arrêté du 16 juillet 1971,  
*Journal officiel* du 17 août 1971)

■ *Journal officiel* du 9 mars 2007

**Arrêté du 28 février 2007 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne (n° 8215)**

NOR : AGRF0700557A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1971 portant extension de la convention collective de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants n° 115 du 18 mai 2006 et n° 116 du 26 juin 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 février 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des avenants n° 115 du 18 mai 2006 et n° 116 du 26 juin 2006 (Classification des emplois) à la convention collective de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la

région Champagne-Ardenne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

## **Article 3**

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 février 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/01 en date du 3 février 2007, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.